

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAN, IRAK

N° 42 – du 2 novembre au 9 novembre 2023

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : ÉGYPTÉ - CONFLIT ISRAËL-HAMAS : CRISE DE PLUS OU CRISE DE TROP ?

Si le conflit entre Israël et le Hamas débuté le 7 octobre 2023 n'a pas entraîné de réelle dégradation de la situation sécuritaire de l'Égypte à ce stade, il constitue un nouveau choc externe sur une économie égyptienne dégradée conjoncturellement et fragile structurellement. L'Égypte pâtit notamment déjà du ralentissement de l'activité économique d'Israël (exportations gazières) et des flux touristiques vers la région, sources précieuses de devises.

L'activité économique de l'Égypte demeure marginalement affectée, en lien avec l'absence de réelle dégradation de la situation sécuritaire nationale depuis le déclenchement du conflit. Le terrain d'affrontement entre Israël et le Hamas est très éloigné de la population égyptienne concentrée sur 7 % du territoire autour du Nil. Si la mobilisation renforcée des services de police et de l'armée doit être soulignée, l'impact du conflit sur les finances publiques serait nettement plus marqué en cas d'engagement de l'armée égyptienne dans le conflit ou encore d'accueil de réfugiés alors que la marge de manœuvre budgétaire du gouvernement demeure limitée (la dette publique atteindrait 91,3 % du PIB et le service de la dette compte pour 73,2 % des recettes fiscales). Toute perturbation des chaînes logistiques régionales pourrait par ailleurs renforcer les pressions inflationnistes (32,4 % attendus en 2023/24) et sur les comptes extérieurs (les recettes du canal de Suez s'élèvent à 8,8 Mds USD en 2022/23, en hausse de 25,2 % en g.a.).

L'impact du conflit sur l'industrie touristique se confirme alors que la saison hivernale constitue le pic de l'activité en Égypte et que le secteur constitue l'une des principales sources d'entrée de devises pour le pays (13,6 Mds USD en 2022/23, +26,8 % en g.a.). Israël a appelé ses ressortissants à quitter l'Égypte à deux reprises depuis le début du conflit (le nombre de ressortissants israéliens se rendant en Égypte chaque année est estimé à 600 000). Si les touristes actuellement en Égypte n'auraient pas décidé de quitter prématurément le pays et que les annulations de séjours touristiques à court terme demeurent limitées (en l'absence de dégradation de la situation sécuritaire, les conditions générales de vente s'appliquent avec des frais d'annulation importants pour les clients), les voyagistes font en revanche état d'un ralentissement du rythme des ventes à compter de mi-octobre. Ainsi, selon Reuters – se référant aux données consolidées par ForwardKeys – les réservations de billets d'avion vers l'Égypte ont chuté de 26 % en glissement annuel depuis le début du conflit (à comparer à -49 % en Jordanie et -74 % au Liban).

La suspension de l'exploitation du gaz israélien de Tamar par Chevron et la fermeture des gazoducs directs vers l'Égypte auraient réduit de moitié les importations égyptiennes de gaz israélien (870 M FT³/jour en moyenne sur les huit premiers mois de 2023), alors même que l'Égypte traverse une crise de l'électricité depuis cet été en lien avec un déficit de production locale de gaz. Les exportations record de GNL depuis l'Égypte (8,4 Mds USD en 2022), déjà ralenties par la chute du cours et les tensions sur l'approvisionnement local, pourraient être considérablement réduites si le conflit se prolongeait.

Enfin, sur les marchés de capitaux, le conflit vient renforcer le déficit de confiance des investisseurs étrangers (sortie nette des investissements de portefeuille de 24,7 Mds USD sur les deux derniers exercices budgétaires). Au-delà du seul risque de propagation régionale du conflit qui pèserait sur l'activité économique et le budget de l'État, son enlisement éventuel porte le risque d'un retard dans la mise en œuvre des réformes structurelles.

LE CHIFFRE À RETENIR

-26%

BAISSE DE RÉSERVATIONS
DE BILLET D'AVION VERS
L'ÉGYPTÉ

Service Économique du Caire

RÉGION

1. S&P ALERTE SUR LA BAISSÉ DES RECETTES TOURISTIQUES AU PROCHE-ORIENT.

L'agence de notation S&P Global Ratings estime que le conflit en cours entre Israël et Gaza aura des conséquences significatives sur le secteur touristique au Proche-Orient, en particulier en Égypte, Jordanie et Liban. Pour l'Égypte, le déclin des recettes touristiques est estimé entre 10% et 30%, ce qui pourrait se traduire par une diminution de 4 à 11 % des réserves de change du pays. Dans le cas du Liban, le scénario d'une baisse de 10% des recettes touristiques libanaises entraînerait une baisse du PIB de 500 M USD et une diminution de 2% des réserves de devises étrangères. Les pertes économiques directes atteindraient 10% du PIB libanais dans un scénario de baisse de 30% des recettes touristiques. Ce même scénario se traduit en Jordanie par des pertes économiques équivalentes à 4% du PIB.

ÉGYPTE

1. FITCH DÉGRADE LA NOTATION SOUVERAINE DE L'ÉGYPTE.

L'agence de notation [Fitch](#) a dégradé la notation souveraine de l'Égypte ce vendredi 3 novembre 2023 de B (perspective négative) à B- (perspective stable), s'alignant avec la notation de S&P d'octobre 2023. Cette décision fait également écho à la récente dégradation de Moody's, qui a abaissé la note de crédit de B3 à Caa1 au début du mois d'octobre. Fitch justifie cette dégradation principalement par la persistance des pénuries de devises et le poids de la dette publique. Toutefois, l'agence note que les élections présidentielles prévues pour décembre 2023 ouvrent la voie à la stabilité économique, notamment grâce aux anticipations de nouvelles réformes, telles que l'ajustement du taux de change, l'accélération des privatisations, et un soutien croissant des pays membres du Conseil de coopération du Golfe. Malgré ces perspectives positives, Fitch demeure critique à l'égard de la Banque Centrale d'Égypte, soulignant les défis persistants pour regagner la confiance des investisseurs étrangers.

Agence	Notation	Perspective	Dernière révision
Moody's	Caa1	stable	oct-2023
Standard & Poors	B-	stable	oct-2023
Fitch	B-	stable	oct-2023

2. NOUVELLE HAUSSE DES PRIX DES CARBURANTS.

Suite à la hausse des prix du pétrole depuis le début de la guerre à Gaza, le gouvernement égyptien a décidé d'augmenter les prix du carburant. Le comité de fixation des prix des carburants a acté l'augmentation des prix de l'octane 95 de 9 % à 12,5 EGP ; celui de l'octane 92 de 12 % à 11,5 EGP ; et celui de l'octane 80 de 14 % à 10 EGP. Le prix du diesel reste quant à lui inchangé à 8,25 EGP par litre, depuis mai 2023. Cette hausse fait suite à une première en mars 2023. Il convient enfin de rappeler que les subventions au carburant ont été budgétées en hausse de 24 % lors de l'adoption du budget 2023/24 à 35,9 Mds EGP (1,1 Md USD).

3. STATU QUO DANS LA CONDUITE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE.

La [Banque Centrale d'Égypte](#) (CBE) a opté pour le statu quo lors de sa récente réunion de politique monétaire, en maintenant ses taux d'intérêt inchangés malgré l'augmentation de l'inflation. Le Comité de politique monétaire a ainsi conservé son taux de dépôt à 19,25 % et son taux de prêt à 20,25 %. Le Comité de politique monétaire continuera à évaluer l'impact cumulé des mesures de resserrement précédemment mises en place et à baser ses décisions sur les prévisions d'inflation, tout en gardant un œil attentif sur les risques associés à la stabilité financière.

4. L'ÉGYPTE RÉUSSIT SA 2^{ÈME} ÉMISSION D'OBLIGATIONS SAMOURAÏ SUR LE MARCHÉ JAPONAIS.

L'Égypte a réalisé sa deuxième émission d'obligations Samouraï sur le marché japonais, levant 75 Mds JPY (500 M USD). Les obligations d'une durée de cinq ans ont été émises avec un taux de coupon de 1,5 % et un coût total de 4,308 % par an. À noter que l'Égypte avait précédemment émis des obligations Samurai en mars 2022, levant 60 Mds JPY (500 M USD). La gestion et la promotion de cette émission ont été assurées par SMBC Nikko Securities, avec la garantie de la Banque du Japon, de la Sumitomo Mitsui Banking Corporation et de l'Africa Finance Corporation. Cette opération s'inscrit dans le contexte de la diversification des marchés pour le financement de l'État égyptien. Pour mémoire, le pays a clôturé début octobre sa première émission de Panda Bonds panda d'une valeur de 3,5 Mds RMB (équivalent à 478,7 M USD).

IRAK

1. ACCORD POUR LA CONSTRUCTION D'UNE CIMENTERIE.

La société saoudienne Northern Region Cement a annoncé avoir conclu un accord avec l'entreprise allemande KHD pour la construction d'une cimenterie de taille intermédiaire en Irak (région non précisée). Le montant du contrat conclu entre Northern Region Cement et KHD s'élève à 139 M USD. Cette usine, qui devrait être opérationnelle à partir du deuxième trimestre 2025, sera d'une capacité annuelle de 1,32 M tonnes. Pour mémoire, Lafarge Holcim possède deux usines en Irak, d'une capacité de 2,2 M de tonnes (Kerbala) et de 2,4 M de tonnes (Bazian). En juillet 2023, la société chinoise Sinoma avait conclu un contrat avec la société irakienne Samawa pour la construction d'une cimenterie d'une capacité annuelle de 2 M tonnes pour 200 M USD.

2. ACHÈVEMENT DE L'EXTENSION DU GAZODUC ALIMENTANT LA 1^{ÈRE} CENTRALE DU PAYS.

La société irakienne Oil Pipeline Company a achevé avec succès un projet d'extension d'un gazoduc pour alimenter la plus importante centrale électrique de Kirkouk (*Taza power plant*) à partir des champs de Khor Mor (500 M FT³ de gaz/jour, soit 14 M m³) situés à Sulaymaniyah, dans la région autonome du Kurdistan. Grâce à cette extension d'une longueur d'1 km, le gazoduc sera en capacité de transporter chaque jour 100 M FT³ (2,8 M m³) de gaz supplémentaires à la centrale électrique, lui permettant d'augmenter sa production d'électricité. Le ministère fédéral du Pétrole doit désormais conclure un contrat avec le consortium Pearl, composé de Dana Gas et Crescent Petroleum (EAU), qui exploite le champ de Khor Mor (sous contrat avec le gouvernement régional du Kurdistan). Une décision du Conseil des ministres fédéral du 11 juillet autorise le ministère du Pétrole à négocier avec des producteurs de gaz au Kurdistan.

IRAN

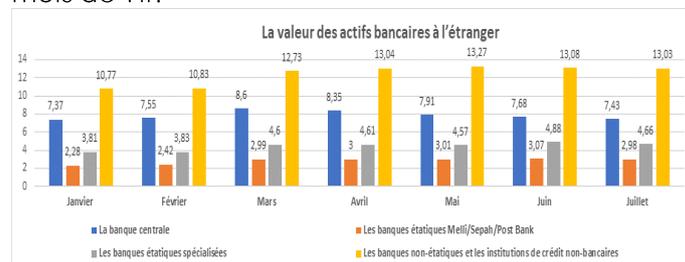
1. ÉMISSION OBLIGATAIRE DE 689 BILLIONS IRR.

La société de courtage de la Banque Centrale a organisé, pour le compte du ministère des Affaires économiques et des Finances, neuf séances (cf. périodes 7 à 15 du graphique *infra*) d'émissions de titres Murabaha (vente à tempérament en finance islamique) par voie d'adjudication ouverte entre le 12 septembre et le 7 novembre de l'année en cours, auxquelles trois établissements bancaires ont

participé. À noter que sept séances n'ont enregistré aucun participant. Le MAEF a proposé ces titres avec des coupons biannuels identiques et des maturités différentes (de 15 à 34 mois), pour un montant de 1 566 billions IRR. Sur ce montant, 9,98 billions IRR ont été achetés sur le marché interbancaire, 376 billions IRR sur l'Iran Fara Bourse et 60 billions IRR ont été pris par des fonds souscripteurs (cf. *infra*). Pour mémoire, la loi de finances 2023/2024 prévoit que les recettes des émissions obligataires pour les huit premiers mois de l'année se chiffrent à 1 047 billions IRR. Cependant, les recettes totales réalisées sur la période n'ont été que de 689 billions IRR, représentant ainsi 66% de l'estimation budgétaire. En contexte, le système d'adjudication ouverte des titres Murabaha est séquentiel comme suit : **(i)** proposition par le MAEF de titres avec leur montant et leur maturité, ainsi que la périodicité et le taux du coupon ; **(ii)** contre-proposition du marché bancaire, portant sur le taux du coupon ; **(iii)** adjudication sur le marché interbancaire d'une partie des titres initialement proposés, en fonction de la contre-proposition du marché bancaire ; **(iv)** mise en vente d'une partie des titres restants sur l'Iran Fara Bourse. En outre, en amont de l'adjudication, une partie des titres peut être proposée par le ministère à des fonds d'investissements souscripteurs.

2. BAISSÉ DE 2,8% DE LA VALEUR DES ACTIFS BANCAIRES À L'ÉTRANGER FIN JUILLET 2023.

D'après la Banque Centrale d'Iran (BCI), au cours des quatre premiers mois de l'année 2023/2024, la valeur des actifs bancaires à l'étranger aurait été ramenée à 28,1 M Mds IRR, soit une baisse de 2,8%. À la fin du mois de Tir (21 juillet 2023), les actifs de la **Banque Centrale et des banques étatiques** (Bank Mellî, Bank Sepah, Post Bank) ont diminué respectivement de 13,6% (à 7,4 M Mds IRR) et de 0,2% (à 3 M Mds IRR) mais ceux **des banques étatiques spécialisées** (Keshavarzi Bank, Bank Maskan, Tose'e Ta'avon Bank, Sanat Madan Bank, EDBI) et **des banques non-étatiques** ont augmenté respectivement de 1,3% (à 4,6 M Mds IRR) et de 2,4% (à 13,0 M Mds IRR). Pour mémoire, durant cette période, la masse monétaire aurait enregistré une croissance de 7,1% et une progression de 41,1% en glissement annuel à la fin du mois de Tir.



3. L'IRAN ET LA CHINE RENFORCENT LEURS ENGAGEMENTS DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE.

A l'occasion de la 6^{ème} exposition internationale d'importation de la Chine (CIIE), le ministre iranien de l'économie et des finances aurait indiqué que les deux pays auraient établi un ensemble d'accords sur des projets spécifiques entre les secteurs gouvernementaux des ministères économiques des deux pays, accompagné d'un accord sur la mise en œuvre de ces projets. Ces engagements s'inscriraient dans le cadre d'un accord de coopération économique à 25 ans entre Téhéran et Pékin, initié par la tenue d'une commission mixte Iran-Chine à Pékin, suite à la visite du président Raïssi à Pékin en juillet dernier. Le ministre de l'industrie et des mines iranien aurait ajouté à cette occasion qu'en 2022, les importations non pétrolières de la Chine en provenance d'Iran se seraient élevées à 6,35 Mds\$ (dont produits pétrochimiques, minéraux et métalliques ; médicaments ; produits agricoles et piscicoles), et que les exportations chinoises vers l'Iran auraient été à la même période de 9,44 Mds\$ (équipements électroniques, électriques et pour centrales électriques ; transport ; équipements industriels ; produits chimiques ; plastiques ; textiles).

ISRAËL

1. LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DEVRAIT RESTER POSITIVE.

JP Morgan estime que le PIB d'Israël pourrait se contracter de 11% au dernier trimestre. La croissance du pays en année pleine serait alors de 2,5% sur 2023, en dessous des 3% attendus. Les prévisions pour 2024 sont encore aléatoires mais elles ne laissent pas apparaître de récession. La croissance du pays pourrait s'établir un peu en dessous de 2%, ce qui correspond à peu près au rythme de la croissance démographique.

2. LIAISONS AÉRIENNES EN ISRAËL.

Une cinquantaine de compagnies aériennes ont arrêté de desservir Israël depuis le 10 octobre. Seuls sont assurés les vols des compagnies du groupe El AL (El Al, Arkia et Isair), Etihad (Abou Dhabi), Fly Dubai, BlueBird (Larnaca et Athènes), Uzbekistan Airways (Tashkent), FlyOne (Kitshinev), Hainan Airlines (Shenzhen) et, pour la Russie, Azimuth et Red Wings. Le nombre de vols quotidien à l'aéroport de Ben Gurion est passé de 500 à 100, dû essentiellement à l'interruption de la couverture des compagnies par les assurances. On annonce le retour de quelques compagnies internationales la semaine prochaine.

3. DÉPENSES DÉCOULANT DES ACCORDS POLITIQUES REVERSÉS À L'EFFORT DE GUERRE.

Le gouvernement israélien a finalement consenti de suivre l'avis de la Procureure générale du gouvernement, Madame Gali Beharev-Miara, l'instruisant de reverser les fonds (non encore alloués) destinés à la mise en œuvre des accords politiques au financement du conflit [environ 13,5 Mds d'ILS pour 2023-24 obtenus par certains partis politiques pour adhérer à la coalition].

4. HAUSSE DU TAUX DE CHÔMAGE.

Selon les chiffres publiés par le Service israélien de l'emploi pour le mois d'octobre, le nombre de personnes inscrites au chômage a fortement augmenté, causée en particulier par le déclenchement du conflit avec le Hamas (7 octobre). Ce mois-ci, 70 000 nouvelles inscriptions en été enregistrées, soit 57 500 de plus que le mois précédent. Parmi elles, 42 500 sont des travailleurs en statut de congé sans solde.

JORDANIE

1. ANNONCE D'AIDES DE L'UE À LA JORDANIE.

Lors de la visite du Roi Abdallah II à Bruxelles le 7 novembre 2023, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé un ensemble d'aides à la Jordanie d'un montant de **902 M EUR**, dont 402 M EUR en dons et 500 M EUR en prêts de la Banque européenne d'investissement (BEI). L'enveloppe comprend : **(i) 185 M EUR** pour améliorer le système éducatif, notamment la formation technique des jeunes, et promouvoir le patrimoine culturel jordanien afin d'encourager la création d'emplois dans le secteur du tourisme ; **(ii) 110 M EUR** pour financer deux nouvelles initiatives ayant pour objectif le développement du secteur privé ; **(iii) plusieurs contributions** au projet de National Conveyor : **50 M EUR** en dons, une contribution supplémentaire de **47 M EUR**, et **100 M EUR** en prêt de la BEI, qui fait suite à un premier engagement de la banque de 200 M EUR pris en décembre 2022 ; **(iv) 400 M EUR** en prêt de la BEI (en discussion) afin de poursuivre les efforts dans la réduction des pertes physiques et commerciales du secteur de l'eau et améliorer la durabilité de l'approvisionnement en eau ; **(v) 10,4 M EUR** pour financer un nouveau programme relatif à l'efficacité énergétique et la promotion de la production de biogaz.

2. BAISSÉ DU DÉFICIT COMMERCIAL AU COURS DES 8 PREMIERS MOIS DE 2023.

Selon le Département des Statistiques (DoS), au cours des huit premiers mois de 2023, le déficit commercial a diminué de -10,8 % par rapport à la même période en 2022, pour atteindre 6,2 Mds JOD (8,8 Mds USD). Ce résultat est dû à une baisse des importations de -6 % en g.a.-elles ont atteint 12,3 Mds JOD (17,3 Mds USD) fin août 2023. La part de produits pétroliers dans ces importations représente 16,2 % en valeur, contre 18,9 % lors des huit premiers mois de 2022 -les importations de produits pétroliers étant en baisse de -19,2 % en g.a. Quant aux exportations totales, elles ont diminué de -0,5 % pour atteindre 6,1 Mds JOD (8,6 Mds USD) fin août 2023. Elles comprennent 92,8 % d'exportations nationales dont la valeur est stable (+0,1 % en g.a) et 7,2 % de réexportations (en baisse de -6,8 % en g.a.). La plupart des exportations nationales sont en baisse : le textile (15,3 % des exportations, -11,1 % en g.a.), les engrais (11,7 % des exportations, -15,8 % en g.a.), la potasse (7,7 % des exportations, -33,4 % en g.a.) et le phosphate (6,7 % des exportations, -20,9 % en g.a.). Cependant, les exportations de bijoux et pierres précieuses (9,2 % des exportations, +76,7 % en g.a.) et les produits chimiques (5,6 % des exportations, +18,9 % en g.a.) observent une hausse.

3. SIGNATURE DE 2 MOU EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT ENTRE LA JORDANIE ET LES EAU.

La Jordanie et les Émirats Arabes Unis ont signé deux *Memorandum of Understanding* (MoU) lors de la visite du Roi Abdallah II aux EAU. Le premier, signé entre le Fonds de développement d'Abu Dhabi (ADQ) et le Fonds d'investissement jordanien (JIF), a pour objectif d'identifier des projets d'investissement, à hauteur de **5,5 Mds USD**, dans plusieurs secteurs : transports, eau, énergie, etc. Le second prévoit une aide des EAU à la Jordanie, sous forme de dons, d'un montant de **400 M USD**, afin de financer des projets de développement : 80 M USD pour le secteur de l'éducation, 100 M USD pour la transformation numérique, 70 M USD pour le secteur de l'énergie, 75 M USD pour le tourisme et 75 M USD d'aide budgétaire.

4. RÉPERCUSSIONS DE LA GUERRE À GAZA SUR LE SECTEUR HÔTELIER.

Le vice-président et porte-parole de la *Jordan Hotel Association* (JHA) a indiqué qu'avant le 7 octobre, les prévisions de taux d'occupation des hôtels en Jordanie pour le mois d'octobre étaient de 95 %, mais que 50 % des réservations ont été annulées. En novembre, le taux d'occupation prévu était de 80 %

mais 60 % des réservations préalablement confirmées ont également été annulées. Le porte-parole indique que les hôtels les plus touchés sont ceux de Petra, qui attirent principalement des touristes européens et américains à cette période de l'année. Pour rappel, selon le FMI, les recettes touristiques se sont élevées à 5,8 Mds USD en 2022, soit 12,2 % du PIB, et devaient atteindre 6,2 Mds USD en 2023 (12,3 % du PIB prévisionnel) -elles ont déjà atteint 5,15 Mds USD lors des huit premiers mois de 2023- et 6,6 Mds USD en 2024 (12,5 % du PIB prévisionnel).

LIBAN

1. IMPACT DU CONFLIT À GAZA SUR LE SECTEUR TOURISTIQUE.

Le conflit à Gaza est progressivement en train de mettre fin aux progrès opérés cette année dans le secteur touristique. Suite à une saison estivale fructueuse, le Liban a enregistré 6,3 millions de visiteurs sur les 10 premiers mois de 2023, soit 18% de plus qu'à la même période en 2022. Le président de l'Association des agences de voyages et de tourisme a déclaré que depuis le début du conflit la demande des départs a baissé de 20% tandis que la demande pour les arrivées est en recul d'environ 35%. Les données de l'aéroport de Beyrouth confirment cette tendance avec une diminution de 15% du nombre d'arrivées entre octobre 2022 et octobre 2023, soit la première baisse mensuelle en g.a. de l'année. Toutefois, malgré l'annulation de plusieurs liaisons aériennes, certaines connexions régionales sont renforcées, notamment avec les pays du Golfe comme annoncé par la Middle East Airlines qui ouvre des vols supplémentaires depuis Beyrouth vers Djeddah et Riyad jusqu'en décembre.

PALESTINE

1. LES TRAVAILLEURS GAZAÛIS EN ISRAËL AVANT ET APRÈS L'ATTAQUE DU HAMAS.

Selon le ministère du travail à Gaza, environ 18 500 Gazaouis détenaient un permis de travail israélien avant l'offensive. Le 10 octobre, Israël a révoqué toutes ces autorisations. Parmi les 4000 travailleurs gazaouis présents en Israël le 7 octobre, 3200 d'entre eux auraient été renvoyés dans la bande via le point de passage de Rafah à la frontière égyptienne le 3 novembre. D'autres – expulsés de leur lieu de travail par l'armée israélienne – sont retenus en Cisjordanie notamment à Ramallah et Jéricho. L'Autorité palestinienne a annoncé une aide en espèces à 5200

d'entre eux. 2500 Gazaouis ont bénéficié d'un virement via l'outil de paiement en ligne PalPay (*Bank of Palestine*) de 700 ILS (170 EUR) de la part de l'UNRWA. La Banque Mondiale a fourni également une allocation d'un même montant à 2700 travailleurs grâce à un soutien de la Norvège.

2. FORTE DÉGRADATION DES INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX.

L'Autorité monétaire palestinienne reporte tout versement de prêt jusqu'à fin janvier 2024 en raison notamment du risque de défaut des emprunteurs gazaouis dont les crédits s'élevaient à 923 M USD fin septembre 2023. L'Organisation Internationale du Travail estime quant à elle que plus de 61% des emplois à Gaza et 24% des emplois en Cisjordanie ont été détruits, ce qui représente près de 400 000 postes supprimés et une baisse des revenus de 16 M USD au total. Alors que 200 000 Palestiniens de Cisjordanie travaillaient en Israël auparavant, seuls 8000 ont été rappelés, entraînant le doublement des chèques sans provision dans les TP depuis le 7 octobre et une baisse du pouvoir d'achat. Ce paramètre est d'autant plus dégradé à Gaza que les prix ont augmenté de 12% en octobre ; celui de l'eau s'est renchéri de 74%.

SYRIE

1. PARTICIPATION DU RÉGIME SYRIEN À LA COP 28.

Le président Bachar el-Assad a été invité à la COP 28 par les Émirats Arabes Unis suite à la réadmission de la Syrie au sein de la Ligue arabe. Organisée à Dubaï du 30 novembre au 12 décembre 2023, la COP 28 pourrait être la première apparition publique du président à une conférence mondiale depuis le début de la guerre civile syrienne en 2011. La participation du président est d'ores et déjà fortement critiquée, et dénoncée notamment par un rapport de l'ancien juge de la Cour pénale internationale, Sir Howard Morrison KC. M. Assad y est décrit comme responsable de « la dévastation et des dommages considérables causés à l'environnement » par les attaques, les campagnes de bombardement et l'utilisation d'armes chimiques par son régime au cours des années de guerre civile.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr